

CHRONIQUES

- L'évolution du statut des agents non titulaires des collectivités territoriales**2
Michel Degoffe
- Le référendum territorial décisionnel**.....6
Seydou Traoré

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- L'obstacle au contrôle des chambres régionales des comptes peut-il être sanctionné pénalement ?**15
Cour cass. 20 juin 2002, M. T. et autres

• Police administrative

- Le maire peut-il prendre un arrêté de péril imminent à propos d'une galerie souterraine ?**18
Conclusions Alain Poujade
TA Nice 18 juin 2002, M. et Mme D. et autres c/ Commune de Draguignan

- Un maire peut-il faire opposition pour motif de santé publique à une déclaration de travaux ayant pour objet l'implantation d'une station de relais radio-électrique ?**...23
Conclusions Isabelle de Silva
CE 13 novembre 2002, Société française de radiotéléphone

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Quel juge saisir pour obtenir l'expulsion d'un occupant sans titre du domaine public ?**.....26
Conclusions Gilles Bachelier
CE 30 septembre 2002, M. L.

• Fonction publique territoriale

- Un agent qui, au terme d'une disponibilité, est dans l'attente d'un emploi vacant, est-il à la recherche d'un emploi ?**30
Conclusions Gilles Bachelier
CE 30 septembre 2002, Mme G.
- L'attribution de la NBI est-elle créatrice de droits ?**33
Conclusions Stéphane Austray
CE 6 novembre 2002, Mme Soulier

- Un agent en position de disponibilité peut-il cumuler deux emplois publics ?**42
Conclusions François Séners
CE 20 novembre 2002, Mme D.

- La modification d'une condition substantielle d'un contrat à durée déterminée doit-elle être assimilée à un refus de renouvellement ?**47
Conclusions Stéphane Austray
CE 22 novembre 2002, Mme M.

• Finances publiques locales

- Quelles sont les conditions d'établissement et de contestation de la « taxe de trottoirs » ?**51
Conclusions Laurent Vallée
CE 28 octobre 2002, Communauté urbaine de Strasbourg

• Organismes de coopération et de regroupement

- Dans quelles conditions doivent s'opérer les transferts de personnels relatifs aux compétences d'une communauté d'agglomération ?**55
Conclusions Stéphane Austray
CE 22 novembre 2002, Commune de Beaulieu-sur-Mer et commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat

- Une commune encerclée par les communes membres d'une communauté d'agglomération est-elle une enclave au sens de la loi Chevènement ?**61
Conclusions Stéphane Austray
CE 22 novembre 2002, Commune de Castellar et commune de Sospel

• Élections

- Dans quel délai la contestation de la désignation du remplaçant d'un conseiller régional démissionnaire doit-elle être présentée ?**65
Conclusions François Séners
CE 9 octobre 2002, M. B.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Arrêté de péril imminent**75

CHRONIQUE

- Plaidoyer en faveur d'une décentralisation de la réglementation locale de l'affichage et des enseignes.**78
Jean-Philippe Strebler

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

- Quelle est la nature d'un contrat de substitution de prêt ?**.....84
Conclusions Jean-Louis Rey
CAA Bordeaux 12 novembre 2002, Association des jeunes de Saint-Augustin

• Compétences des collectivités locales

- Dans quels cas y a-t-il urgence à suspendre une décision de retrait d'agrément d'une assistante maternelle ?**.....87
Conclusions Pascale Fombeur
CE 4 décembre 2002, Département du Nord c/ Mme T.

- Les requêtes présentées devant les juridictions de l'aide sociale doivent-elles être motivées dans le délai de recours contentieux ?**91
Conclusions Pascale Fombeur
CE 4 décembre 2002, M. La Rosa

• Police administrative

- Des panneaux publicitaires peuvent-ils être visibles d'une autoroute ?**96
Conclusions Jean-Louis Rey
CAA Bordeaux 28 mai 2002, Société Trihept

- Quelles sont les conditions de domiciliation des gens du voyage ?**.....101
Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave
CE 6 décembre 2002, Groupe d'information et de soutien des immigrés et autres

• Services publics locaux

- Quel contrôle exerce le juge sur l'augmentation de capital d'une SEM ?**105
Conclusions Jean-Louis Rey
CAA Bordeaux 29 octobre 2002, M. B.

- Quels concours un département peut-il apporter à un de ses services industriels et commerciaux ?**108
CAA Bordeaux 31 octobre 2002, Préfet de l'Ariège

- L'exploitation d'un réseau de télédistribution par câble constitue-t-elle un service public ?**110
Conclusions Jean-Michel Adrien
CAA Nancy 14 novembre 2002, TDF Câble Est, Commune de Toul

• Finances publiques locales

- La jurisprudence Labor Métal s'applique-t-elle au jugement des comptables patents ?**.....113
Cour des comptes 27 juin 2002, Commune de Nice

• Organismes de coopération et de regroupement

- Le préfet peut-il spécifier que le transfert des biens d'une zone d'activité économique sera effectué à titre onéreux ?**117
Conclusions François Séners
CE 18 décembre 2002, CC du Piémont d'Alaric et autres

- Quelles sont les modalités du transfert des biens liés à une zone d'activité économique dans l'hypothèse d'une extension forcée de périmètre de l'EPCI ?**121
Conclusions François Séners
CE 18 décembre 2002, Commune de Saint-Gély-du-Fesc

• Élections

- Le compte qui doit retracer les opérations de financement d'une campagne doit-il être ouvert avant l'élection ?**.....130
CE 29 juillet 2002, M. I.

- Les obligations d'un candidat décédé sont-elles transmises à ses héritiers ?**132
Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave
CE 6 décembre 2002, Mme M. et autres

• Contentieux des collectivités locales

- Une commune peut-elle demander l'annulation d'une délibération d'une autre commune ?**.....136
Conclusions Stéphane Austray
CE 22 novembre 2002, Commune de Gennevilliers

- L'inaction de la victime peut-elle influencer sur les règles de la prescription quadriennale ?**.....142
Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave
CE 6 décembre 2002, Commune d'Albestroff

- La responsabilité d'une commune peut-elle être engagée à la suite d'un accident sur une piste de ski ?**146
Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave
CE 6 décembre 2002, M. et Mme V.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Modèle de convention entre l'État et les collectivités locales relatives aux aides à la production d'œuvres cinématographiques**.....159

CHRONIQUE

Décentralisation et Constitution: les incidences de la réforme constitutionnelle pour les collectivités territoriales.....162

Éric Delacour

JURISPRUDENCE

• Organisation générale des collectivités locales

Peut-on contester le nom d'un hameau ?169

Conclusions François Sénors

CE 3 février 2003, M. W.

• Organes des collectivités locales

La participation aux délibérations du conseil municipal d'un conseiller intéressé à l'affaire entraîne-t-elle l'illégalité de ces délibérations ?172

Conclusions Stéphane Austry

CE 30 décembre 2002, Association « Expression Village »

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quel est le régime des redevances d'occupation du domaine public maritime ?176

Conclusions Pierre Collin

CE 29 novembre 2002, Commune du Barcarès c/ Attal et autres

• Services publics locaux

Que faire lorsque des usagers ne paient pas leur facture d'eau ?180

CE 30 décembre 2002, Commune de Quaix-en-Chartreuse

• Fonction publique territoriale

Peut-on refuser le renouvellement de son contrat à un agent public en raison du port d'un signe ostentatoire d'appartenance religieuse ?182

Conclusions Thibaut Célérier

TA Paris 17 octobre 2002, Ebrahimian

Une collectivité publique peut-elle prévoir que des emplois seront occupés par des contractuels ?185

Conclusions François Sénors

CE 18 décembre 2002, Association des responsables territoriaux en incident de carrière

Dans quelles conditions un agent public peut-il être regardé comme involontairement privé d'emploi ?188

Conclusions Pascale Fombeur

CE 13 janvier 2003, Centre communal d'action sociale de Puyravault

La reprise par une commune d'un service public administratif précédemment concédé entraîne-t-elle le transfert des contrats de travail des salariés du concessionnaire ?193

Conclusions Yves Chagny

C. Cass. 14 janvier 2003, Commune de Théoule-sur-Mer

Un agent public frappé d'une mesure d'exclusion temporaire peut-il prétendre au bénéfice d'un revenu de remplacement ?199

Conclusions Gilles Bachelier

CE 29 janvier 2003, Centre hospitalier universitaire de Montpellier

• Élections

Peut-on utiliser les moyens accordés aux groupes d'élus pour les besoins de sa campagne électorale ?203

Conclusions Mattias Guyomar

CE 30 décembre 2002, Élections municipales de Cahors, M. R.

• Contentieux des collectivités locales

L'utilisation à des fins personnelles par des élus de véhicules ou de logements mis à leur disposition par le département justifie-t-elle l'autorisation de plaider ?209

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 30 décembre 2002, M. G. et autres

Une demande d'autorisation de plaider présentée par une association est-elle recevable ?214

Conclusions Pascale Fombeur

CE 13 janvier 2003, Association de défense des contribuables ansois, M. Donna-Erié et autres

Un fonctionnaire du département peut-il siéger dans une juridiction qui statue sur un recours du département ?217

Conclusions Pascale Fombeur

CE 13 janvier 2003, M. B.

CE 6 décembre 2002, M. T.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de procès-verbal de mise à disposition de biens concernant un transfert de la compétence assainissement à une communauté de communes

CHRONIQUES

De l'information au droit d'accès : quelles sont les obligations des collectivités territoriales en matière de communication de documents ? Sophie Boissard.....234

La compétence du conseil municipal en matière d'appel d'offres. Yvon Goutal242

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Des élus locaux peuvent-ils être poursuivis pour discrimination à l'occasion de l'adoption d'une délibération du conseil municipal ?245

Conclusions Dominique Commaret

Cass. crim. 17 décembre 2002, Gérald X., Catherine Y., épouse Z.

Quelle est la composition des collèges d'un conseil économique et social régional ?251

TA Dijon 21 janvier 2003, UNAF et URAF de Bourgogne c/ Préfet de la région de Bourgogne

Un médecin élu local peut-il à ce titre être exempté du tour de garde ?253

Conclusions Anne-Françoise Roul

CE 3 février 2003, M. F.

Quelle est l'étendue de l'intérêt à agir d'une commune en matière électorale ?255

Conclusions Stéphane Austray

CE 12 février 2003, Commune de la Seyne-sur-Mer, Mme P.

• État

Quel contrôle sur la création de complexes cinématographiques ?259

Conclusions Rémy Schwartz

CE 30 décembre 2002, Mme C. et autres, Société d'expansion du spectacle, SA Euro video international

La mise en œuvre d'un plan d'intervention pour les avalanches fait-elle obstacle à un classement des lieux en réserve naturelle ?263

Conclusions Francis Lamy

CE 22 janvier 2003, Commune de Val d'Isère, Association des montagnards de la Vanoise

• Compétences des collectivités locales

La signature d'un marché dans un OPHLM relève-t-elle de la gestion des affaires courantes ?267

Conclusions Denis Piveteau

CE 29 janvier 2003, Office public départemental d'HLM de l'Essonne

• Police administrative

Le maire peut-il ordonner la fermeture d'un immeuble insalubre ?272

Conclusions Victor Haïm

CAA Paris 24 octobre 2002, Commune d'Aubervilliers

• Services publics locaux

Quelles sont les modalités de fixation du tarif des abonnements au service de distribution d'eau potable ou d'assainissement ?275

Conclusions François Bourrachot – Denis Piveteau

CAA Lyon 4 avril 2002, Société d'aménagement urbain et rural (SAUR), District des Deux-Alpes c/ M. Maisonneuve, Association « Bien Vivre aux Deux-Alpes », M. B. et autres
CE 29 janvier 2003, Soc. d'équipement et d'entretien des réseaux communaux

• Fonction publique territoriale

Une collectivité peut-elle licencier un agent pour inaptitude physique sans lui proposer une possibilité de reclassement ?283

Conclusions François Séners

CE 3 février 2003, Mme S.

Quelles sont les conséquences de l'expiration du délai de suspension d'un agent ?287

Conclusions Stéphane Austray

CE 12 février 2003, Commune de Sainte-Maxime

• Finances publiques locales

Un établissement public local peut-il intervenir dans le jugement des comptes du comptable patent ?290

Cour des comptes 12 septembre 2002, OPHLM du département de l'Hérault

Quels sont les taux d'imposition applicables en cas de non-adoption dans les délais du budget communal ?294

Conclusions Dominique Boulard

CAA Bordeaux 31 décembre 2002, Société Vivies Matériaux

Les collectivités territoriales peuvent-elles invoquer les dispositions de la CEDH pour contester la loi de finances pour 2002 ?297

Observations Mattias Guyomar

CE S. 29 janvier 2003, Ville d'Annecy

CE S. 29 janvier 2003, Commune de Champagne-sur-Seine

Un EPCI peut-il attaquer la décision du comité des finances locales fixant le montant de la dotation d'intercommunalité ?301

Conclusions Guillaume Goulard

CE 26 février 2003, Communauté de communes de la région de La Villedieu-du-Clain

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération de conseil régional portant création d'une aide régionale à l'investissement308

CHRONIQUES

- La réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements (loi n° 2003-132 du 19 février 2003)**.....314
Jean-Philippe Vachia
- Le chien dans l'espace public municipal (1re partie)**.....319
Paul Cassia

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Le refus de publication d'une tribune des élus minoritaires viole-t-il une liberté fondamentale ?**327
TA Besançon 21 février 2003, M. Jean-Claude C.

• Actes des collectivités locales

- Dans quelles conditions l'administration peut-elle insérer des publicités dans ses publications ?**330
Conclusions Gilles Bachelier
CE 6 novembre 2002, M. Gilbert M.

• État

- Les sites Natura 2000 ont-ils valeur législative ?**334
Conclusions Mattias Guyomar
CE 19 mars 2003, Association des élus de montagne (ADEM) et autres, Association Coordination nationale Natura 2000 et autre

- Les intérêts publics de la circulation peuvent-ils être contradictoires ?**339
Conclusions Mattias Guyomar
CE 19 mars 2003, M. F. et autres

- Un changement des circonstances de fait peut-il obliger l'autorité administrative à abroger une déclaration d'utilité publique ?**342
Conclusions Mattias Guyomar
CE 19 mars 2003, Mme M. et autres

• Compétences des collectivités locales

- Quelles sont les conditions d'octroi de l'aide sociale à l'enfance ?**345
Conclusions Pascale Fombour
CE 21 mars 2003, Département des Bouches-du-Rhône c/ M. et Mme H.
CE 21 mars 2003, Département des Bouches-du-Rhône c/ M. et Mme O.

- Quelles sont les conditions d'octroi de l'aide sociale à l'enfance ?**345
Conclusions Pascale Fombour
CE 21 mars 2003, Département des Bouches-du-Rhône c/ M. et Mme M.

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Une église désaffectée sort-elle du domaine public Le juge des référés peut-il suspendre des travaux publics ?**352
Conclusions Pierre Collin
CE 30 décembre 2002, Commune de Pont-Audemer c/ Association de sauvegarde des patrimoines de la Basse-Seine

• Travaux publics locaux

- Quel est le juge compétent pour connaître des dommages causés par des travaux confiés à une SEM ?**355
Conclusions Rémy Schwartz
TC 24 février 2003, Mme V.-L. c/ Société d'économie mixte Ville Renouvelée

• Services publics locaux

- Une commune peut-elle reprendre en régie la distribution d'électricité assurée par une société d'intérêt collectif agricole ?**358
Conclusions Gilles Le Chatelier
CE 27 novembre 2002, Société d'intérêt collectif agricole d'électricité de la région de Péronne, Société d'intérêt collectif agricole d'électricité du secteur de Roisel

- Un « refuge-fourrière » géré par la SPA avec l'accord du maire est-il un service public ?**361
Conclusions Guillaume Goulard
CE 26 février 2003, Société protectrice des animaux

• Fonction publique territoriale

- Le détachement d'un agent public qui risquerait d'être placé en situation de prise illégale d'intérêts est-il possible ?**364
Conclusions Serge Mornet
CAA Nantes 6 décembre 2002, Ville de Laval

• Finances publiques locales

- Le contre-rapporteur dans les juridictions financières peut-il participer au délibéré dans une affaire de gestion de fait ?**367
Conclusions Francis Lamy
CE 24 février 2003, M. P., SARL Deltana

- Dans quelles conditions s'opère la notification aux services fiscaux des taux des impositions directes ?**371
Conclusions Laurent Vallée
CE 10 mars 2003, Communauté de communes de Haute-Provence

• Contentieux des collectivités locales

- Quel est le juge compétent en cas de dommages causés à un usager du service public de distribution d'eau ?**375
Conclusions Gilles Bachelier
TC 20 janvier 2003, Société Isomir et Compagnie Axa venant aux droits de la Compagnie UAP c/ Commune d'Alby-sur-Chéran
TC 20 janvier 2003, M. et Mme F. c/ Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de Montrichard et autres communes

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Projet de convention de maîtrise d'ouvrage des bâtiments relevant de la police nationale**386

CHRONIQUES

Sites classés: les apports de la jurisprudence récente...390

Jean-Philippe Thiellay

Le chien dans l'espace public municipal (2e partie)394

Paul Cassia

JURISPRUDENCE

• Organisation générale des collectivités locales

Quel contrôle exercer sur la délimitation du territoire des communes ?403

Conclusions Stéphane Austray

CE 21 mars 2003, M. G.

• Actes des collectivités locales

Un OPHLM peut-il « externaliser », par un marché passé avec une entreprise de nettoyage, le remplacement des gardiens d'immeuble ?408

Conclusions Laurent Gros

TA Cergy-Pontoise 2 juillet 2002, Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

Quelle est la nature d'un contrat de fournitures et d'entretien de matériel de téléalarme ?411

Conclusions Rémy Schwartz

TC 24 février 2003, M. H. c/ Département du Territoire de Belfort

• Domaines public et privé des collectivités locales

Les redevances d'occupation du domaine public routier exigées des opérateurs de télécommunication sont-elles légales ? 414

Conclusions Stéphane Austray

CE 21 mars 2003, Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux

• Travaux publics locaux

Le juge administratif peut-il ordonner la démolition d'un ouvrage public mal planté ?419

Conclusions Christine Maugÿ Observations - Jacqueline Morand-Deville

CE S. 29 janvier 2003, Syndicat départemental de l'électricité et du gaz des Alpes-Maritimes et commune de Clans

• Services publics locaux

Quel est le juge compétent pour statuer sur les litiges entre les usagers d'un SPIC et une commune après la liquidation du concessionnaire ?430

Conclusions Gilles Bachelier

TC 24 mars 2003, Commune de Nancy c/ Société Socopa Est

• Fonction publique territoriale

Les mémoires du fonctionnaire présentés devant le conseil de discipline de recours doivent-ils être communiqués à la collectivité ?434

Conclusions François Séners

CE 23 avril 2003, Commune de Sotteville-lès-Rouen

• Finances publiques locales

Le fait de confier à une société privée la gestion d'une cuisine municipale ayant bénéficié d'un versement du FCTVA doit-il conduire au remboursement de ce versement ?438

Conclusions Jean-Louis Rey

CAA Bordeaux 10 décembre 2002, Min. de l'Intérieur c/ Commune de Villenave-d'Ornon

Les contrats de prestations de services de droit privé devaient-ils être transmis au contrôle de légalité avant la loi MURCEF ?441

Conclusions Mattias Guyomar

CE 12 février 2003, Min. de l'Économie, des finances et de l'industrie

• Élections

Un candidat peut-il contester la décision prononçant son inéligibilité en raison d'un rejet erroné de son compte de campagne ?445

Conclusions Isabelle de Silva

CE 3 mars 2003, Mme M.

• Contentieux des collectivités locales

Quelle est la juridiction compétente pour connaître des conséquences d'un accident de ski ?447

Conclusions Rémy Schwartz

TC 24 février 2003, M. S. c/ Société Deux-Alpes Loisirs

L'intervention d'un jugement au fond rend-il sans objet le litige relatif au versement d'une provision ?449

Conclusions Gilles Bachelier

CE 5 mars 2003, SARL Hostellerie Château de Nyer

Comment s'apprécient les « chances de succès » d'une action au pénal dans le cadre d'une demande d'autorisation de plaider ?453

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 14 mars 2003, Mme P. et autres

Dans quels cas la responsabilité d'une commune peut-elle être engagée à la suite de l'accident survenu à un enfant dans un centre de loisirs ?456

Conclusions Stéphane Austray

CE 21 mars 2003, M. B.

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention constitutive de groupement de commandes... 465

CHRONIQUES

Affichage publicitaire et enseignes : les insuffisances des régimes d'autorisation.....470

Jean-Philippe Strebler

Règlement local de publicité : la problématique de la constitution du groupe de travail par le préfet.....479

Pierre Bonfils

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Quel contrôle la CNIL opère-t-elle sur un fichier communal ?.....483

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 14 mars 2003, Mme M.-Q.

• État

Quel contrôle peut opérer le juge des référés sur une décision de rejet d'un retrait d'une association communale de chasse agréée ?.....486

Conclusions Mattias Guyomar

CE 30 décembre 2002, Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement c/ M. C.

Quels éléments faut-il faire figurer dans un dossier de création d'équipement commercial en zone frontalière ?.....490

Conclusions Anne-Françoise Roul

CE 3 février 2003, Société Cora Belgique et autre

L'État est-il responsable de dégradations commises à l'encontre de bâtiments communaux par des groupes d'individus ?497

Conclusions Isabelle de Silva

CE 3 mars 2003, Ministre de l'Intérieur c/ Compagnie Générali France assurances

Les associations communales de chasse agréées peuvent-elles exclure de leur territoire des parcelles qui normalement doivent y être incluses ?501

Conclusions Francis Lamy

CE 5 mars 2003, Association communale de chasse agréée de Saint-Hilaire-la-Palud

• Fonction publique territoriale

Un agent démissionnaire doit-il être regardé comme involontairement privé d'emploi lorsque son inactivité se prolonge contre sa volonté ?.....504

Conclusions Stéphane Austray

CE 12 mai 2003, Mme N.

• Finances publiques locales

Une délibération imprécise constitue-t-elle une pièce justificative suffisante de la dépense ?507

Cour des comptes 27 février 2003, Commune de Bagneux (Hauts-de-Seine)

Qui peut déclarer les créances d'une commune ?510

Cass. com. 29 avril 2003, M. Roger C.-L. ès qualité de liquidateur à la liquidation judiciaire de la SCI L'Orée des bois

• Organismes de coopération et de regroupement

Les déchetteries relèvent-elles de la collecte ou du traitement ?512

Conclusions Stéphane Austray

CE 12 mai 2003, Association Dediccas

• Collectivités locales à statut particulier

Une loi de pays peut-elle régler les modalités d'affiliation des fonctionnaires de l'État à un régime de sécurité sociale ?516

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 29 janvier 2003, Mme F.

• Élections

Est-il interdit d'être membre de plusieurs commissions syndicales de sections de communes ?521

Conclusions Stéphane Austray

CE 7 mai 2003, Commune de Chamalières-sur-Loire

• Contentieux des collectivités locales

Comment exécuter un jugement condamnant une collectivité au versement d'une indemnité ?524

Conclusions Stéphane Austray

CE 12 mai 2003, M. et Mme L.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèles de statuts d'établissements de coopération culturelle537

CHRONIQUES

Les avances en compte courant d'associés : un nouveau mode d'intervention des collectivités locales au profit des SEML. Marie Yvonne Benjamin546

Quelle est l'étendue du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales ? Arnaud Haquet549

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

La désignation par une commune de ses représentants dans des organismes extérieurs relève-t-elle du contentieux électoral ?561
Conclusions François Sénors
CE 16 juin 2003, Commune de Longuyon

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle s'engager à fournir, contre rémunération, des prestations de services qui pourraient être réalisées par des entreprises privées ?565
Conclusions Thierry Trottier
CAA Marseille 19 décembre 2002, Commune de Fréjus

Quel est le juge compétent pour connaître de la légalité d'une redevance d'équipement des ports de plaisance ?568
TC 28 avril 2003, M. Debeaurain et M. Desmurs c/ Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie et chambre de commerce et d'industrie du Var

L'aide apportée à une mutuelle étudiante par un département est-elle légale ?570
Conclusions Jean-Louis Rey
CAA Bordeaux 29 avril 2003, Département des Landes

Dans quelles conditions l'allocation compensatrice pour tierce personne attribuée à une personne handicapée peut-elle être suspendue ?575
Conclusions Pascale Fombeur
CE 28 mai 2003, Département du Loiret c/ M. Durand

• Domaines public et privé des collectivités locales

Les illégalités invoquées à l'encontre d'une décision d'expulsion peuvent-elles susciter une contestation sérieuse ?579
Conclusions Gilles Bachelier
CE S. 16 mai 2003, SARL Icomatex

• Services publics locaux

Quelle est la nature juridique d'une piscine municipale ? ...586
Conclusions Gilles Bachelier
TC 26 mai 2003, Ville de Paris c/ M. D.

• Fonction publique territoriale

Un gardien d'OPHLM peut-il avoir une rémunération constituée en partie d'avantages en nature ?589
Conclusions Didier Salvi
TA Melun 11 février 2003, M. Manuel D. S. c/ OPHLM de la ville de Cachan

Un agent recruté par une personne privée peut-il être un agent public ?593
TC 24 mars 2003, M. L. c/ Centre régional d'innovation et de transfert de technologie de Corte et collectivité territoriale de Corse

Quel est l'âge de la retraite pour les infirmières territoriales ?595
Conclusions Guillaume Goulard
CE 21 mai 2003, Caisse des dépôts et consignations

Quelle est la résidence administrative d'un fonctionnaire pris en charge par le CNFPT ?598
Conclusions François Sénors
CE 16 juin 2003, Fédération nationale des agents des collectivités territoriales CFTC

• Contentieux des collectivités locales

Qui est responsable des dommages causés à des immeubles implantés sur des terrains « sous minés » ?601
Conclusions Isabelle de Silva
CE 13 juin 2003, Ministre de l'Équipement, des transports et du logement c/ Société Smac acieroid et société Mutuelle d'assurances du bâtiment et des travaux publics

La condition d'urgence du référé-suspension est-elle identique à la condition d'urgence du référé-liberté ?607
Conclusions Stéphane Austray
CE 16 juin 2003, Mme H.-K. et autres
CE 28 février 2003, Commune de Pertuis

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Exemple de régie personnalisée620

CHRONIQUES

- La loi du 11 avril 2003 et la réforme des élections régionales.** Bernard Maligner.....626
- Le troisième tour des élections municipales et cantonales de 2001.** Bernard de Froment.....632

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

- La création d'une zone spéciale de carrières doit-elle être compatible avec la charte d'un parc naturel régional ?** .650
Conclusions Francis Lamy
CE 28 mai 2003, Commune de Sailly et autres – Union des amis du parc naturel du Vexin français et autre

- Les règles de compensation financière par l'État des charges d'exploitation et d'investissement transférées aux régions en matière de transport ferroviaire sont-elles légales ?**.....656
Conclusions François Séniers
CE 11 juin 2003, Région Nord-Pas-de-Calais et autres

• Police administrative

- Peut-on contracter en matière de police municipale ?**...663
Conclusions François Bourrachot
CAA Lyon 7 mai 2003, Communauté de communes des vallons du Lyonnais c/ Préfet du Rhône

• Services publics locaux

- Comment faut-il établir le tarif d'une crèche municipale ?**..666
Conclusions Jean-Louis Rey
CAA Bordeaux 18 mars 2003, Commune de Lavaur

• Fonction publique territoriale

- La reprise en régie de la concession d'un port de plaisance par une commune entraîne-t-elle le transfert du contrat de son directeur ?**.....670
Conclusions Gilles Le Chatelier
CE 14 mai 2003, Chambre de commerce et d'industrie de Nîmes-Uzès-Bagnols-Le Vigan
- Comment doit-on exécuter une décision de suspension de l'exécution d'un licenciement ?**.....675
Conclusions Isabelle de Silva
CE 13 juin 2003, Mlle Chakir

Comment doit s'opérer la réduction du temps de travail ? 678

- Conclusions Thibaut Célérier
TA Paris 26 juin 2003, Préfet des Hauts-de-Seine, req. n° 02-8878/5
TA Paris 26 juin 2003, Préfet des Hauts-de-Seine, req. n° 02-10801/5
TA Paris 26 juin 2003, Préfet des Hauts-de-Seine, req. n° 02-16465/5
TA Paris 26 juin 2003, M. le Préfet des Hauts-de-Seine c/ Département des Hauts-de-Seine
TA Paris 26 juin 2003, M. le Préfet des Hauts-de-Seine c/ La ville de Clichy-la-Garenne
TA Paris 26 juin 2003, Préfet des Hauts-de-Seine c/ Commune de Boulogne-Billancourt

• Finances publiques locales

- Quelles vérifications le comptable public doit-il opérer sur les versements au concessionnaire d'un restaurant municipal ?**.....684
Cour des comptes 27 mars 2003, Commune de Jarville-la-Malgrange (Meurthe-et-Moselle)

• Élections

- Un élu a-t-il intérêt à contester devant le juge administratif la lettre du préfet l'informant de la fin d'un de ses mandats ?**.....688
Conclusions François Séniers
CE 9 juillet 2003, M. C.

- Un élu a-t-il intérêt à contester devant le juge administratif la lettre du préfet l'informant des dispositions en matière de cumul des mandats ?**.....691
Conclusions Dominique Boulard
CAA Bordeaux 17 décembre 2002, M. S.

• Contentieux des collectivités locales

- La commune est-elle responsable d'un accident survenu à un skieur ?**.....695
Conclusions François Bourrachot
CAA Lyon 13 février 2003, M. Jean-Pierre M. c/ Commune de Lanslevillard et Syndicat intercommunal du Val Cenis

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Arrêté municipal autorisant l'ouverture d'un établissement recevant du public**

CHRONIQUES

Les conséquences de l'illégalité des préemptions.....710

Élise Carpentier

**Les documents d'urbanisme : de la loi SRU à la loi
Urbanisme et Habitat.....719**

Seydou Traoré

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

**Un président de conseil régional peut-il bénéficier d'un
logement de fonction ?728**

Conclusions François Bourrachot

CAA Lyon 10 juillet 2003, M. T. c/ Région Rhône-Alpes

CAA Lyon 10 juillet 2003, M. M. c/ T.

• État

**Peut-on invoquer la violation du règlement intérieur
de la commission nationale d'équipement commercial
Comment faire jouer le critère de densité ?738**

Conclusions Rémy Schwartz

CE 26 mars 2003, Société Guanje

• Compétences des collectivités locales

**Comment calculer le minimum de ressources qui doit être
laissé à une personne handicapée, bénéficiaire de l'aide
sociale ?742**

Conclusions Pascale Fombeur

CE 30 juin 2003, Département de Paris, req. nos 233.632 et 233.633

• Police administrative

**Quelles sont les possibilités pour le copropriétaire d'un
immeuble de contester une autorisation d'enseigne
accordée par le maire ?748**

Conclusions Isabelle de Silva

CE 25 avril 2003, Mme Sylvia L.

• Services publics locaux

**Quelles sont les règles de création et de financement
des services d'assainissement ?753**

Conclusions Pierre Collin

CE 23 mai 2003, Communauté de communes Artois-Lys

• Fonction publique territoriale

**Des diplômés en sciences humaines, sociales ou
juridiques peuvent-ils être exclus des concours
de recrutement d'emplois à vocation « scientifique ou
technique » ?759**

Conclusions François Sénors

CE 9 juillet 2003, M. V.

CE 9 juillet 2003, M. S.

**Comment apprécier une situation prohibée de cumul
d'emplois publics ?763**

Conclusions François Sénors

CE 3 octobre 2003, Commune de Levainville

• Finances publiques locales

**Comment une collectivité publique doit-elle fixer les tarifs
de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères ? ...768**

Conclusions Pierre Collin

CE 25 juin 2003, Mme M.

CE 25 juin 2003, Communauté de communes Chartreuse Guiers

• Organismes de coopération et de regroupement

**Dans quelles conditions peut-on étendre le périmètre
d'une communauté d'agglomération ?773**

Conclusions Jean-Louis Rey

CAA Bordeaux 31 juillet 2003, Communauté de communes Plaine
de Courance, commune de Saint-Symphorien

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle d'arrêté portant règlement général de marché...789

CHRONIQUES

Les communes face à l'érosion marine. Robert Rézenthel.....794

La réglementation des sports de nature par les autorités publiques. Frédérique Roux.....797

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Dans quel cas un conseiller municipal peut-il être considéré comme intéressé à une affaire soumise à délibération du conseil municipal ?800

Conclusions Laurent Vallée

CE 9 juillet 2003, Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Champagne-Bourgogne

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle attribuer une subvention d'investissement à un établissement primaire d'enseignement privé ?803

Conclusions Robert Lalauze

CAA Nantes 30 juillet 2003, Commune de Donges

Une maison de retraite peut-elle être le domicile de secours au sens de la législation sur l'aide sociale ?806

Conclusions Christophe Devys

CE 13 octobre 2003, Département de Seine-et-Marne

Le département est-il responsable des sévices subis par un enfant placé dans une famille d'accueil ?810

Conclusions Christophe Devys

CE 13 octobre 2003, Mlle Lina V.

• Police administrative

À quelles conditions un arrêté « anti-mendicité » est-il légal ?816

Conclusions Terry Olson

CE 9 juillet 2003, M. L., Association AC Conflent

• Services publics locaux

Comment doit être fixée la tarification de l'eau pour les immeubles collectifs ?820

Conclusions Mattias Guyomar

CE 25 juin 2003, Commune des Contamines-Montjoie

Dans quelles conditions une commune peut-elle instituer une surtaxe au prix de l'eau ?824

Conclusions Francis Lamy

CE 30 juillet 2003, Compagnie Générale des Eaux, Commune de Saint-Paul (Réunion), Mme C..

• Fonction publique territoriale

Comment se constate l'abandon de poste ?831

Conclusions Gilles Le Chatelier

CE 25 juin 2003, Office départemental d'habitations à loyer modéré de la Haute-Vienne

Comment se constate l'abandon de poste ?831

Conclusions Gilles Le Chatelier

CE 25 juin 2003, Mme L.

• Finances publiques locales

Un comptable public peut-il apprécier l'intérêt public d'une dépense ?836

Conclusions Mattias Guyomar

CE 30 juillet 2003, M. M.

• Organismes de coopération et de regroupement

Une communauté de communes située sur les deux rives d'un fleuve est-elle « d'un seul tenant » ?841

Conclusions François Séners

CE 3 octobre 2003, Communauté de communes du Val-de-Drôme, M. S.

La création d'une communauté d'agglomération porte-t-elle une atteinte grave et immédiate à la situation d'une commune incluse dans le périmètre ?845

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 10 octobre 2003, Commune de Vignely

• Contentieux des collectivités locales

Un département engage-t-il sa responsabilité en l'absence de faute pour des dommages subis par le conjoint d'une assistante maternelle ?848

Conclusions Isabelle de Silva

CE 23 juillet 2003, M. C. et autres

Quel est le juge des contentieux indemnitaires entre les SPIC et leurs usagers ?854

Conclusions François Séners

CE 3 octobre 2003, M. P.

Autorisation de plaider : le juge administratif peut-il déjouer les manœuvres d'une commune ?858

Conclusions Christophe Devys

CE 13 octobre 2003, M. P.

CE 13 octobre 2003, Mme D., M. P.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant limitation de la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels871